

Brochure n° 3097

Convention collective nationale
IDCC : 1307. – EXPLOITATION CINÉMATOGRAPHIQUE

AVENANT N° 64 DU 12 JUILLET 2018

RELATIF À L'INDEMNITÉ DE PANIER

NOR : ASET1851115M

IDCC : 1307

Entre :

FNCF,

D'une part, et

SUD culture ;

FASAP FO ;

F3C CFDT ;

CFTC spectacle,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'organisation du secteur de l'exploitation cinématographique est contrainte par d'importantes variations de la fréquentation qui imposent des conditions particulières de prise des repas à des horaires individualisées hors des périodes d'affluence de la clientèle. Les repas pris dans ce cadre font l'objet d'une indemnité dite de panier dont les modalités de versement sont précisées au présent avenant.

Article 1^{er}

Conditions d'attribution

L'indemnité de panier ne sera allouée au personnel que si le temps accordé pour prendre son déjeuner ou son dîner, à l'intérieur de l'horaire de travail journalier d'une amplitude égale ou supérieure à 8 heures, est inférieur ou égal à 1 heure.

Bénéficie également de l'indemnité de repas le personnel commençant son service de matinée avant 12 heures et ne disposant pas pour déjeuner du temps prévu pour sa catégorie.

Après 0 h 45, il sera versé à toutes les catégories du personnel une indemnité de repas dite panier de nuit.

Le montant de l'indemnité de panier, attribuée dans les conditions définies ci-dessus, sera fixé au barème annexé à la présente convention.

Article 2

Montant de l'indemnité de panier

Le montant de l'indemnité de panier est fixé à 5,20 € à compter du 1^{er} août 2018.

Article 3

Revalorisation annuelle

Conformément aux dispositions de l'avenant n° 29 de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique, le montant de l'indemnité de panier, attribuée dans les conditions définies ci-dessus, sera revu chaque année au 1^{er} février en fonction de l'évolution du coût de la vie estimée sur la base de l'indice INSEE.

Article 4

Abrogation de la partie d) de l'article 41 de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique

La partie *d)* de l'article 41 de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique est abrogée et remplacée par le présent avenant

Article 5

Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant prend effet pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} août 2018.

Fait à Paris, le 12 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)